

La Méditerranée face à ses futurs

Serge Antoine ¹

Exemplaire est sans doute l'engagement, depuis 1975, de 17 pays dans un exercice collectif de prospective sur le bassin méditerranéen ; sur le long terme (40 ans), émerge l'inévitable solidarité des riverains face aux enjeux de leur développement au sein de l'écosystème fragile qui les unit.

Serge Antoine, inspirateur de ce programme connu sous le nom de Plan Bleu ², rend compte ici des évolutions en cours dans les pays du pourtour méditerranéen, des contrastes entre le Nord et le Sud du bassin et de l'état de l'environnement dans la région.

Il rend compte par ailleurs des futurs possibles du bassin méditerranéen tels que décrits dans le Plan Bleu, les défis qu'entraînent les tendances à moyen et à long terme et les politiques qui pourraient être adoptées pour assurer l'éco-développement de la région.

Alors qu'au quotidien le projecteur est mis sur les conflits ou les crises des pays de la Méditerranée, qui sait que depuis 1975, 17 pays riverains travaillent ensemble, délibèrent en général au consensus, et financent, sous la bannière des Nations Unies, un « Programme commun d'Action pour la Méditerranée » : le PAM ³.

1. Administrateur de Futuribles International.

2. Mis en œuvre depuis 1981 dans le cadre du « Plan d'Action pour la Méditerranée » grâce à J. Sabri Abdalla, le Plan Bleu est une œuvre collective réalisée grâce à une équipe restreinte dirigée par Michel Grenon, et au concours d'experts des pays riverains avec, du côté français, J. Lesourne, J. Royer, M. Labonne et J. Margat et, à Sophia Antipolis de C. Kuzucuoglu, E. Coudert et J.P. Giraud. M. Batisse préside le Centre d'Activités Régionales, responsable en France de l'exercice. Le Plan Bleu sera publié à la fin de l'année en français chez Economica et en anglais aux Oxford University Press.

3. Décidé en 1975 par la Convention de Barcelone et regroupant l'Espagne, la France, Monaco, l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël, Chypre, l'Égypte, la Libye, Malte, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc.

Cette région du monde — il faudrait dire une « écorégion » trop souvent séparée, au plan des institutions, en trois continents — a pour seul trait d'union multilatéral, l'environnement. Fait plus exceptionnel (et même unique au monde), les Etats riverains ensemble (et la CEE) ont, il y a 8 ans, décidé de financer un exercice de prospective collective à l'horizon des 40 prochaines années, pour s'interroger non sur le destin — ce qui serait de la futurologie — mais sur les avenir possibles de la région, ce qui est de la prospective bien comprise.

Bien que la mer soit, finalement, l'un des objets de la recherche, le travail a pris en compte, quand cela était nécessaire ou obligé, les Etats dans leur entier et, si possible, les régions méditerranéennes proprement dites, comprenant la côte et un large « arrière-pays ».

L'accent a été mis sur les relations entre le développement et l'environnement, au sens large. La question de l'environnement n'a pas simplement été considérée comme l'addition de mesures, telles que la protection de la nature, la lutte contre les pollutions, ou le résultat des activités humaines, mais comme un des vecteurs nécessaires au développement.

Le travail a fait appel à l'analyse systémique (sans aller jusqu'à modéliser) à partir de plusieurs composantes d'activités (population, urbanisation, industrie, agroalimentaire, tourisme, transports) ou de milieux (sol, eau, forêt, littoral).

Les relations économiques forment un ensemble assez complexe, bien que des dimensions, importantes il est vrai, n'aient pas ou peu été prises en compte (identité culturelle, migrations, échanges commerciaux, technologies nouvelles, faune et flore...), faute, bien souvent, de données comparables.

Le travail est, avant tout, un exercice de prospective. Deux types de scénarios ont été choisis — par les Etats eux-mêmes — pour ce travail à la fois « diachronique » et « synchronique » effectué aux horizons 2000 et 2025 :

- des scénarios « tendanciels », à plus ou moins forte croissance et à politique environnementale plus ou moins « sauvage » ;
- des scénarios « alternatifs » où trois composantes entrent en jeu : le renforcement des communautés : l'Europe, le Grand Maghreb par exemple⁴, une politique plus attentive aux ressources et à l'environnement, et un accent mis sur un développement et des échanges plus endogènes.

Les Etats n'ont pas cru devoir ajouter un autre scénario : celui de l'écartement entre le Nord et le Sud. Mais si l'on ne trouve pas cette

4. Rappelons que le choix de ces scénarios avait été décidé par l'ensemble des pays riverains dès 1980.

« dérive des continents » en hypothèse, les calculs se chargent, ici ou là, de la faire apparaître en résultats.

Compte tenu de la brièveté du présent résumé, les scénarios n'y seront pas décrits les uns après les autres ; on se bornera à synthétiser quelques résultats :

- la Méditerranée change d'échelle,
- les contrastes entre le Nord et le Sud sont forts,
- les ressources sont limitées et les milieux fragiles,
- les politiques ont une voie étroite,
- les perspectives globales selon les types de scénarios⁵.

Quant à la mise en œuvre des politiques à l'échelle des pays du bassin méditerranéen et aux pistes pressenties pour l'action, elles feront l'objet d'un article dans un numéro ultérieur de *Futuribles*.

La Méditerranée change d'échelle

Dans cette région du monde où la notion d'équilibre est encore une caractéristique forte, où la mer bleue, les souvenirs décaféinés de l'histoire en forme de sagesse, le climat modéré et les cités à échelle humaine sont synonymes de stabilité, la première leçon du diagnostic est celle d'un formidable changement d'échelle.

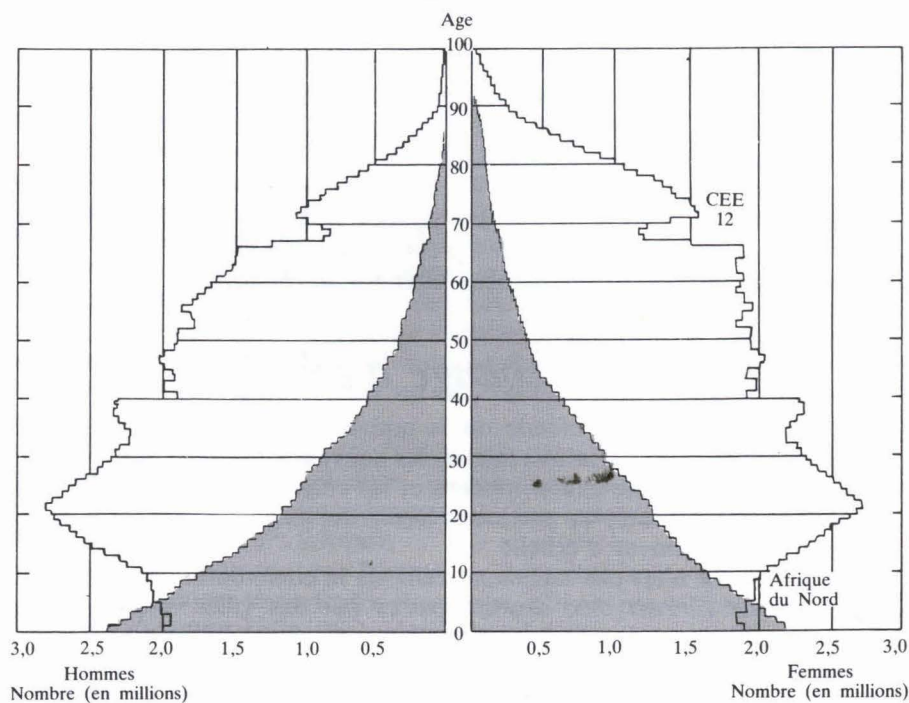
Cette échelle n'est pas seulement celle de la communication. Bien que mal desservie (il faut bien souvent passer par des villes relais, comme Paris, Francfort ou Genève), la Méditerranée des liaisons aériennes a rétréci l'horizon. De même, un navire demande aujourd'hui quatre jours pour relier l'Est et l'Ouest contre un ou deux mois pour la marine à voile d'autrefois. La Méditerranée câblée est un autre exemple de changement d'échelle. Mais, celle dont il est question concerne avant tout les nombres et les masses.

La première est, bien sûr, celle de la *population* : 360 millions d'habitants en 1985, 450 en l'an 2000 et sans doute près de 550 millions en l'an 2025 soit, alors, plus que les Etats-Unis et l'URSS réunis. Au-delà, vers 2100, une population peut-être stationnaire à 600 ou 700 millions d'habitants. En 75 ans, depuis 1950 — la vie d'un homme aujourd'hui — la population aura crû de 350 millions de personnes.

La seconde est celle de l'*urbanisation*. Vers l'an 1500, la Méditerranée ne comptait que trois villes de plus de 100 000 habitants (dans le monde alors une vingtaine) ; vers 1800, 14 villes (dans le monde 66) ; aujourd'hui, plus d'une centaine et bientôt 200.

Quant aux villes millionnaires (sont-elles encore des villes ?), elles

5. Les textes de cette partie ont été intégralement repris du résumé officiel du Plan Bleu.

Graphique 1. — Pyramide des âges : Afrique du Nord et CEE-12 au 1^{er} janvier 1986

Source : INED, 1987.

futuribles

cessent d'être exceptionnelles et leur urbanisme est bien souvent peu maîtrisé. Mais surtout, la croissance urbaine sera si forte à l'avenir que d'ici à 40 ans, il y aura 240 millions de citadins supplémentaires, soit autant que dans les villes actuelles des Etats de tout le Nord de la Méditerranée !

La troisième est celle du *tourisme* : selon les types de développement, les touristes internationaux dans les pays riverains, actuellement de 140 millions dont 70 sur le littoral méditerranéen, seront 300 millions ou, peut-être près de 400 millions, trois ou quatre fois plus qu'actuellement !...

Quelque secteur que l'on examine, la croissance se mesure par un multiplicateur de 2, 3, 4 ou 5. Il en est ainsi, par exemple, de l'énergie consommée qui passerait entre 1980 et 2025, de 485 millions de TEP à

quelque 1 000 millions, voire 1 300. Ainsi de l'automobile : 16 millions en circulation en 1965, 46 millions en 1978, sans doute plus de 150 en l'an 2025 ; ou des engrais dont la consommation serait multipliée par 5 entre 1985 et 2025 !

Plus explosive encore est l'image d'une croissance supposée calée sur les taux actuels du Nord de la Méditerranée ; si, en 2025, tous les pays méditerranéens s'alignaient sur la France et l'Italie pour leur consommation de viande par exemple, l'autosuffisance supposerait une augmentation des productions d'un facteur 12 pour la Tunisie et d'un facteur 28 pour l'Algérie. En supposant simplement un doublement des productions de 1980 dans ces pays, le coût des importations nécessaires serait, malgré tout, de plus de 20 milliards de dollars pour le Maghreb et plus de 11 milliards de dollars pour la seule Egypte, soit deux fois ses ventes actuelles de pétrole ! Autre image : si, en 2025, tous les méditerranéens consommaient autant d'acier que les habitants du Nord-Ouest aujourd'hui, la consommation annuelle totale s'élèverait de 60 à 165 millions de tonnes. Ce chiffre représente le double de la capacité actuelle de production du bassin méditerranéen (85 millions de tonnes, dont 71 dans le Nord du bassin).

Forts contrastes Nord-Sud

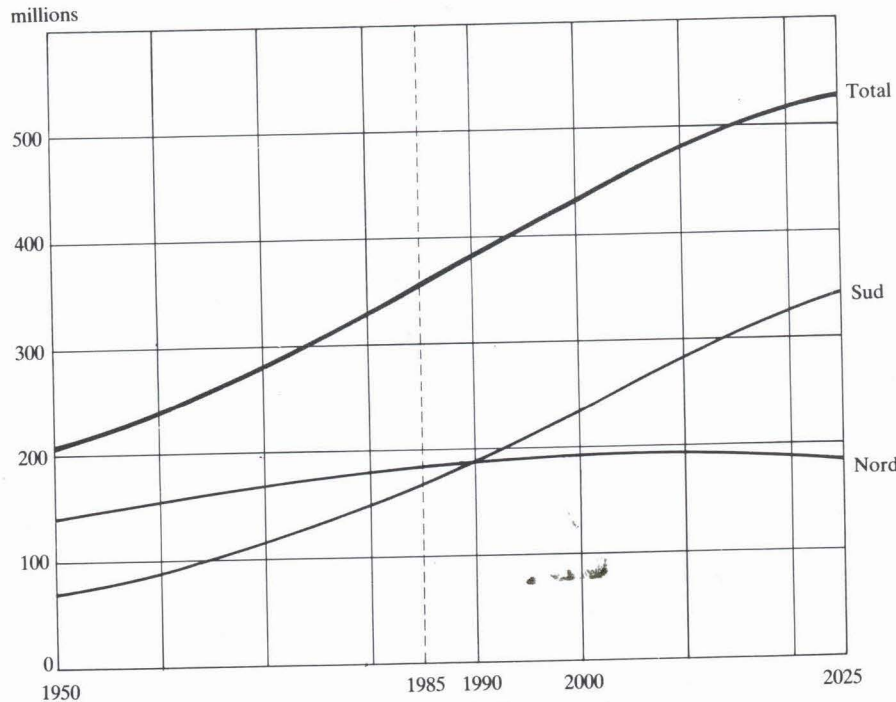
Après l'explosion des chiffres et le changement d'échelle, apparaît le contraste, voire le fossé, qui sépare le Nord et le Sud de la Méditerranée. Mais ce contraste, si on l'examine dans sa réalité d'aujourd'hui, doit être pris dans un tout autre sens que celui d'une opposition entre deux blocs ; si l'on pense à la Turquie qui décolle très fortement, à la Lybie qui a sa propre voie, à Israël ou encore à la Yougoslavie, quelles différences ! Que veut exactement dire le Sud ? Et puisque nous parlons prospective, il faut aussi éviter tout cliché. D'ailleurs, ce qui nous intéresse, ce n'est pas la photographie, mais la séquence des 40 prochaines années. Et là, on s'aperçoit qu'entre Nord et Sud, l'éventail s'ouvre ou se referme selon les questions abordées.

Commençons par la *population*. Le contraste est ici très fort, et le sera encore pour un siècle. Entre le Nord-Ouest et le Sud-Est, il y a là l'une des frontières les plus marquées, un peu comme celle qui sépare les Etats-Unis et le Mexique en deux mondes démographiques.

Jusqu'en 2025, cette frontière du nombre sera doublée par la frontière de l'âge : 45 % de jeunes de moins de 15 ans au Sud contre moins de 25 % au Nord.

En 1950, le Nord représentait les deux-tiers de la population : en 1985 la moitié ; en 2025, il ne sera plus que le tiers et l'on s'acheminera

Graphique 2. — Population des pays méditerranéens
1950-2025



Source : Plan Bleu et ONU. — World Population Prospects (variante moyenne).

ensuite vers le quart. Les Etats les plus peuplés seront, dans 40 ans, la Turquie et l’Egypte avec 100 millions d’habitants chacun. Aux frontières de la frontière, les contrastes seront encore plus saisissants : la Grèce était, par rapport à la Turquie, dans le rapport de un à trois vers 1950 ; en 2025, le rapport sera de un à neuf ou même dix.

Quant à l’emploi, les courbes du Nord et du Sud, si les comparer a un sens (car le chômage en particulier et son appréhension statistique ne sont pas, de loin, partout les mêmes), divergeront très fortement, au moins jusqu’au début du siècle prochain. La poussée des jeunes en âge de travailler sera, pour les gouvernements du Sud, un défi majeur pour encore un bon quart de siècle.

Dans le Nord, la population en âge de travailler (15 à 64 ans) sera stable ou presque : 66 % en 1985 pour la France, 66 % encore en l’an

Tableau 1. — Répartition de la population par âge,
Afrique du Nord et CEE

Groupes d’âges (en années révolues)	Afrique du Nord mi-85		CEE-12 début 1986	
	Nombre (millions)	Proportions (%)	Nombre (millions)	Proportions (%)
0-14	51,7	42,0	62,4	19,4
15-64 ans	66,8	54,3	215,7	67,0
65 ans et plus	4,5	3,7	43,7	13,6
Ensemble	123,0	100,0	321,8	100,0

Source : Nations Unies. futuribles

2000, 63 % en 2025. Dans le Sud, le saut sera énorme : en Algérie par exemple : 51 % en 1985, 56 % en l’an 2000, 69 % en l’an 2025. Evitons d’ailleurs de parler en pourcentages. Au Nord, on passera de 125 millions en 1985 à 131 en l’an 2000 et 132 en l’an 2025. Dans le Sud-Est, Turquie comprise, on passera respectivement de 94 millions à 140 puis 230 !

Se trouve posé dès lors tout le problème de la création d’emplois et, plus encore, de la gestion de l’emploi, mais aussi du volume très incertain des migrations. En Europe, l’attention se concentre sur la partie visible des immigrants, alors qu’elle devrait davantage dans cette partie du monde, plus solidaire du Sud qu’on ne pense, se centrer, par anticipation, sur les racines du problème.

L’urbanisation pourrait, si l’on raisonne en pourcentages, tendre à l’uniformisation avec des taux voisins dans 40 ans de 85 % dans le Nord, 70 % dans le Sud, avec des bémols selon les pays et leurs types de développement.

Mais le vrai choc sera celui des nombres : une croissance faible de la population urbaine dans le Nord tandis qu’on comptera dans le Sud, on l’a dit, plus de 200 millions de nouveaux urbains dans 40 ans. La vraie différence entre le Nord et le Sud, ce seront les rythmes de croissance urbaine : cinq fois plus rapides dans le Sud qu’autrefois dans le Nord ! Ainsi, en Algérie, 30 % de citadins en 1960, 70 % déjà en 1980, soit en vingt ans une progression qui a demandé en Europe plus d’un siècle !

Les besoins agro-alimentaires constituent un autre chapitre d’un contraste déjà bien accentué et qui sera, dans le prochain demi-siècle, de plus en plus net.

Pendant que le Nord se débat dans des problèmes de surplus et de surproduction, le Sud connaît des taux de suffisance alimentaire en

régression. Au mieux, les statisticiens de l'OAA⁶, évaluent la croissance annuelle de la production à 3 %, ce qui libère 0,5 % pour faire face à une croissance de 2,5 % de la population et répondre aux besoins et aux demandes d'une plus forte consommation alimentaire. Alors qu'un habitant des pays du Nord-Ouest consomme plus de 60 kg de viande par an, un habitant de l'Égypte en consomme lui, moins de 15 kg ; un Italien consomme, en moyenne, cinq fois plus de produits laitiers qu'un Égyptien. Au mieux, dans les prochaines années, le degré d'autosuffisance alimentaire pourrait être stable dans la plupart des pays du Sud, à supposer que les types de consommation ne varient pas. Or, il n'en sera sans doute pas ainsi.

Quant à l'énergie, le Sud, peu à peu, rattrapera le Nord, mais avec des formes d'énergie différentes (une part importante pour le gaz et le charbon à défaut d'énergie nucléaire). La croissance énergétique entre 1970 et 1985 a été, en moyenne, de 2,8 % par an pour les pays du Nord (avec, il est vrai, une politique intéressante d'économies d'énergie) et de 7,2 % par an en moyenne pour la rive Sud. La structure de la consommation énergétique va évoluer : le charbon, par exemple, représentait moins de 5 % de l'énergie dans le Sud et l'Est (20 à 25 % dans le Nord) ; il aurait à l'avenir une part importante dans une consommation qui, là, serait multipliée par trois ou quatre et progresserait très peu dans le Nord.

Et la production industrielle ? Elle a bien progressé depuis 30 ans ; alors que dans l'ensemble, vers 1950, ces pays méditerranéens assuraient 3 % de la production industrielle mondiale (chiffre inférieur à celui de 1929 et qu'on croyait en déclin définitif), la croissance industrielle, depuis, a été supérieure à la moyenne mondiale. La part du Nord est de 80 % ; celle du Sud de 20 %. On pense que pour l'industrie, le Sud rattrapera l'écart : le Sud et l'Est pourraient dépasser le Nord en l'an 2000 notamment pour l'acier, le ciment, la pétrochimie et les engrais.

Pour le niveau de vie, on ne sait pas clairement si l'on tend au rapprochement ou à l'écartement entre le Nord et le Sud. Même si l'on n'aime pas la définition que le PNB par tête en donne et les types de consommation qu'il sous-tend, on ne peut que constater aujourd'hui des écarts évidents : quand on divise par deux le PNB par tête de la France, on a celui de l'Espagne, quand on le divise encore par deux on a la Yougoslavie, par deux encore le Maroc, par deux encore l'Égypte. Entre 1960 et 1973 l'écart entre le Nord et le Sud s'est accru ; entre 1973 et 1986, il a peu évolué. Pour l'avenir, on ne sait pas très bien si l'écart se comblera ou non. Mais dans l'affirmative, du fait de la croissance démographique forte au Sud, le rapprochement serait faible et se tradui-

rait, en tout cas, différemment selon les consommations : ainsi, pour l'automobile — le bien de consommation le plus demandé pour quasiment tous les pays — il y aurait rattrapage.

En 1985, le bassin méditerranéen comptait 17 millions de véhicules particuliers, dont 94 % dans les trois pays du Nord-Ouest. En 1978, 46 millions dont 89 % encore dans les trois pays du Nord-Ouest, soit un véhicule particulier pour 3,6 habitants, contre un pour 50 pour la plupart des pays du Sud). En 2025, le parc automobile — sans compter les véhicules utilitaires — approcherait les 175 millions de véhicules.

Parler d'automobiles, c'est se référer aux transports ainsi qu'à la communication. Le Plan Bleu a exploré le premier point et examiné, par exemple, les circulations maritimes qui seront plus nombreuses en navires charbonniers qu'en tankers en 2025, ou encore les effets du pont de Messine, du détroit de Gibraltar et des itinéraires grands routiers ou des relations aériennes plus directes entre villes du bassin. Mais il a peu abordé — ce n'était d'ailleurs pas son rôle — la dimension culturelle de la communication ; satellites et télévision notamment.

Ressources limitées et milieux fragiles

La Méditerranée a peu de ressources, disait autrefois le géo-économiste André Siegfried. C'est, semble-t-il, ce manque qui explique que cette région du monde soit restée à l'écart des débuts de la révolution industrielle. Aujourd'hui encore, les ressources et les milieux seront pour tous — au Nord comme au Sud — des facteurs-freins.

Seule véritable ressource : les hydrocarbures ; mais elle est concentrée au bord d'un Moyen-Orient incomparablement plus riche que l'Algérie, la Lybie ou l'Égypte. Mais, même si l'on incluait le Moyen-Orient dans la région méditerranéenne, que représenteraient ses réserves connues (5 milliards, davantage peut-être, tant il est vrai que les chiffres de réserves sont peu fiables) par rapport à une consommation cumulée qui, entre 1985 et 2025, dépasserait selon les estimations les 14 milliards de tonnes ? Le bassin méditerranéen deviendrait globalement importateur, situation habituelle pour les pays du Nord, mais nouvelle pour certains pays actuellement exportateurs.

Le gaz naturel constitue, à l'horizon des 30 prochaines années, une valeur sûre et son champ d'utilisation, plus favorable à l'environnement d'ailleurs, pourrait s'élargir notablement. C'est une chance pour la Méditerranée.

Autre ressource, très méditerranéenne celle-là, la mer. Mais, elle n'a jamais été riche et les produits de la pêche qu'on peut en tirer ne peuvent guère dépasser le million de tonnes (4 Ml consommés). L'acqua-

6. FAO en anglais.

culture en revanche peut apporter un plus ; encore faut-il que, dès aujourd'hui, les littoraux propices soient bien préservés, en particulier le million d'hectares de lagunes exploitables à cette fin.

Le littoral de la Méditerranée est également une donnée limitante : 46 000 kilomètres de côtes (dont plus de 15 000 pour la Grèce et ses îles). D'ici à l'an 2025, le tourisme, les villes et l'industrie pourraient bien en « artificialiser » encore quelque 3 à 4 000 kilomètres : le littoral naturel devient peau de chagrin.

Les forêts qui autrefois bordaient le bassin sont aujourd'hui si menacées par les incendies ou la deshérence dans le Nord, par ses prélèvements pour bois de feu ou les surpâturages dans le Sud, que les scénarios les plus probables font état d'un risque de réduction d'un quart des surfaces d'ici au début du siècle prochain.

L'eau constitue une limite encore plus forte au développement. Dans les villes, l'augmentation de la consommation attendue serait de l'ordre de 50 % dans le Nord et de 400 % dans le Sud et l'Est où elle constitue l'un des grands problèmes de l'urbanisation. Mais surtout, l'eau, utilisée pour 80 % par l'agriculture, pose un grave problème ; les étendues irriguées sont actuellement de 16 millions d'hectares dans le bassin. Or, pour l'avenir, on estime la croissance nécessaire à 11 millions d'hectares induisant 110 milliards de m³ par an. Même avec des économies possibles (le gisement d'économie n'est que de l'ordre de 30 % de la consommation actuelle), le développement agricole se heurte aux limites des ressources en eau.

Quant au sol, le problème est plus grave encore ! La perte annuelle de sédiments productifs peut être évaluée à 300 millions de tonnes. Le tiers des terres cultivées dans le bassin méditerranéen est touché par l'extension de l'érosion massive (de l'ordre de 50 tonnes par hectare et par an). L'insuffisante maîtrise des techniques d'irrigation, l'intensification agricole dans le Sud et l'Est, la salinisation, les pratiques culturales sont autant de facteurs d'aggravation. S'ajoute à cela la consommation de terres pour l'habitat, l'industrie et les routes : 70 000 km² d'ici à l'an 2025, prélevés souvent sur des terres agricoles.

Action politique : la voie est étroite

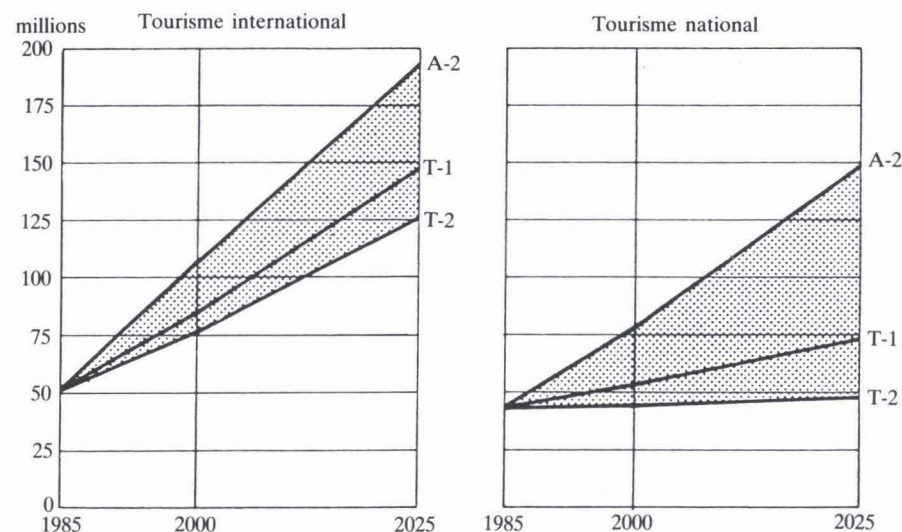
La prospective ne renvoie pas l'image d'un futur au singulier fait de tendances ou de contraintes comme on l'a vu, mais plusieurs images d'avenir possibles. Elle indique aussi et surtout la marge de liberté que les politiques ont pour améliorer la situation. L'avenir de la Méditerranée, dans plusieurs domaines, dépendra avant tout, des politiques qui seront menées dans les 40 prochaines années. Et c'est l'un des mérites du

Plan Bleu que d'avoir identifié parmi les futurs, ceux sur lesquels les politiques peuvent changer — au moins en partie — le cours des choses.

Prenons par exemple le cas de l'urbanisation. Il sera difficile d'éviter que la Méditerranée ne connaisse les 80 % d'urbains. Mais, rien n'est joué sur le partage qui peut se faire de la formidable croissance — 240 millions d'habitants en plus — entre les petites et les moyennes villes, les villes importantes mais maîtrisables (celles de 500 000 habitants ou plus) et les très grandes métropoles. La part de ces dernières pourrait varier de 50 % à 20 % selon les politiques choisies, certes au prix d'un effort considérable, car on sait fort bien que tous les courants conduisent trop facilement aux grosses unités et que l'aménagement du territoire nécessite une volonté tenace.

Prenons encore l'exemple du littoral entre 1985 et 2000. Pour les seuls touristes, le nombre de lits passerait de 17 millions pour 50 millions de touristes, à quelque 23 millions pour 85 millions de touristes, compte-tenu d'une meilleure utilisation. Cet avenir-là est inévitable et si ce n'est pas à l'horizon 2000, du moins sera-ce à l'horizon 2005 ou 2010. Mais

Graphique 3. — Nombre de touristes internationaux et nationaux sur le littoral méditerranéen en 2025 (Scénarios T-1, T-2 et A-2, 1985-2025)



Source : Plan Bleu.

pour 6 millions de lits supplémentaires, il n'est pas obligé, comme certains le disent, que la consommation d'espace littoral supplémentaire atteigne 2 000 km², soit environ 1 000 à 1 500 km de côtes sur les 46 000 km du littoral méditerranéen. Car même si l'aménagement touristique « en profondeur » est difficile, sauf dans certains pays comme l'Égypte, il y a beaucoup à attendre de politiques qui éviteraient l'essaimage ou favoriseraient la multipropriété, la multilocation, l'étalement des vacances. L'éventail des possibilités est grand.

Il dépend aussi de la volonté d'une société que de larges étendues côtières soient effectivement soustraites à l'urbanisation ou au tourisme « en dur » et qu'elles soient, par exemple, préservées en milieu naturel ou gardées pour l'aquaculture. Sait-on qu'en France, en 12 ans, l'Etat a fait acheter par un Conservatoire du littoral, inspiré du National Trust anglais, 12 à 13 % du littoral méditerranéen pour le conserver naturel ?

Les technologies nouvelles peuvent parfois aider la politique lorsque celle-ci est déterminée. Ainsi, les « ports secs » peuvent réduire la construction de ports à anneaux qui, si l'on n'y prend garde, « artificialiseront », ici et là, entre 10 et 15 % des côtes.

On pourrait prendre bien d'autres exemples. Pour l'environnement, il en est de nombreux. Contentons-nous de celui de la *pollution atmosphérique*. Les courbes de croissance des émissions d'oxyde d'azote pourraient passer de 2 à 5 millions de tonnes (dans l'hypothèse où la réglementation actuelle des véhicules ne serait pas renforcée) à 3,5 en l'an 2000 puis à 2,7 en l'an 2025. Quant aux émissions de SO₂ de 2,5 millions de tonnes actuellement, on pourrait passer soit à 1 million de tonnes, soit à plus de 12 si les mesures étaient insuffisantes.

Plus significatif encore est le champ des avenir possibles quant au réchauffement des climats dont la Méditerranée est responsable, côté énergie, pour environ 7 %. Selon les scénarios d'une croissance qui, en moyenne, portera la consommation d'aujourd'hui à plus de trois fois le niveau actuel (dans le Sud principalement), la quantité de CO₂ émise dans l'atmosphère passerait, entre 1985 et 2025, de 86 millions de tonnes actuellement à 220 selon un scénario « tout gaz » ou 550 selon un scénario « tout charbon ». Les scénarios tendanciels indiquent un niveau d'environ 300 à 350, soit quatre fois plus qu'aujourd'hui.

Les perspectives globales selon les scénarios

Les images résultant des scénarios choisis par les Etats en 1980 étant largement fonction des hypothèses émises, il convient donc d'abord de dire un mot de ces dernières.

Tableau 2. — Données chiffrées sur quelques pays ¹ du pourtour méditerranéen

Indicateur	Unité	France	Espagne	Italie	Grèce	Turquie	Maroc	Algérie	Tunisie	Lybie	Egypte	Israël
Capitale		Paris	Madrid	Rome	Athènes	Ankara	Rabat	Alger	Tunis	Tripoli	Le Caire	Jérusalem
Superficie	km ²	547 026	504 782	301 225	131 944	780 576	450 000	2 381 741	163 610	1 759 540	1 001 449	20 770
Population ²	million	55,63	38,8	57,33	10,01	51,4	23,0	-22,97	7,39	3,89	50,74	4,37
Densité	hab./km ²	101,7	76,9	190,3	75,9	65,8	51,2	9,6	45,1	2,2	50,7	210,5
Croissance annuelle	%	0,5	0,5	0,3	0,5	2,1	2,5	3,0	2,1	—	2,7	1,7
Mortalité infantile	%	7,8	10,0	12,1	12,3	84	90,0	81	78	90	93	11,4
Espérance de vie	année	78,3	77,0	76,8	—	64,1	59,3	60,5	62,5	60,3	60,7	78,4
Population urbaine	%	73,4	75,8	67,4	60,1	45,9	44,8	42,6	56,8	64,5	46,4	90,3
Analphabétisme	%	..	5,6	3,0	7,7	25,8	66,9	50,4	45,8	33,1	55,5	4,9
PIB	milliard \$	715,5	233,1	604,1	40,58	64,9	15,18	58,0	9,42	22,55	37,7	29,1
Croissance annuelle 1973-86	%	2,0	1,7	2,0	2,4	3,8	3,9	5,6	5,1	1,3	6,8	3,1
Croissance 1987	%	2,2	4,8	3,1	-0,5	6,8	1,0	0,8	5,5	1,5	2,5	4,7
PIB par habitant	\$	12 862	6 023	10 542	4 053	1 263	660	2 570	1 275	6 029	760	6 670
Importations	million \$	158 475	48 834	125 275	11 507	13 269	4 110	5 788	3 039	4 900	16 227	13 907
Exportations	million \$	148 534	33 979	111 967	5 677	10 164	2 731	6 776	2 139	5 960	4 351	8 408

futuribles

1. Manquent la Yougoslavie, l'Albanie, Chypre, Malte, Le Liban et la Syrie.
2. Aux derniers recensements.

Source : *L'Etat du monde 1988-1989*.

Les scénarios du Plan Bleu

Les scénarios tendanciels décrivent des évolutions qui ne marquent pas de fortes ruptures par rapport aux tendances stratégiques établies jusqu'à maintenant.

Les scénarios alternatifs décrivent au contraire des évolutions qui s'écartent des tendances observées jusqu'à maintenant, et qui sont marquées par une attitude plus volontariste, tant sur le plan intérieur qu'international de la part des gouvernements méditerranéens.

Les scénarios tendanciels

Le moteur économique des scénarios tendanciels est l'expansion d'un marché international qui demeure marqué par une prépondérance économique et technologique américano-nippone. Le dynamisme américain permet entre autres aux Etats-Unis de conserver une avance durable sur l'Europe dans les technologies de pointe. Dans ce contexte, et que ce soit au point de vue politique, économique, culturel, etc., l'Europe n'arrive pas à s'affirmer autant qu'elle le voudrait. De même en Méditerranée, les pays individuellement s'accroissent plus ou moins bien, au Nord comme au Sud, de cette prépondérance du binôme Etats-Unis/Asie de l'Est.

Dans ces conditions, il est apparu nécessaire de distinguer trois scénarios tendanciels qui diffèrent l'un de l'autre selon que le schéma ci-dessus est plus ou moins poussé, le scénario tendanciel de référence T-1 de « continuation » des tendances actuelles se situant entre deux scénarios relativement contrastés. Dans le scénario tendanciel aggravé T-2, la croissance économique internationale continue à rester faible, en particulier parce que les acteurs dominants de l'économie mondiale n'arrivent pas à coordonner leurs politiques dans les domaines politiques, financiers et macro-économiques. Il en résulte notamment que le problème de la dette du Tiers-Monde reste aigu. Dans le scénario tendanciel modéré T-3, au contraire, une

meilleure coordination des politiques économiques entre la Communauté européenne, les Etats-Unis et le Japon permet une croissance économique relativement soutenue.

En ce qui concerne l'environnement, les trois scénarios tendanciels amènent à moduler les efforts des gouvernements en fonction des potentialités économiques, plus grandes dans le tendanciel modéré T-3 que dans le tendanciel aggravé T-2. Alors que dans ce dernier scénario dominant les actions ponctuelles, souvent dictées par l'urgence, on trouve dans le scénario tendanciel modéré T-3 une certaine vision à long terme, et bien qu'insuffisamment coordonnées, des actions fréquemment décidées avec retard, et en conséquence d'autant plus coûteuses.

Les scénarios alternatifs

La principale caractéristique des deux scénarios alternatifs est un plus grand poids des pays méditerranéens, permis par la formation d'une structure mondiale multipolaire, où s'affirment l'Europe occidentale, les Etats-Unis, le Japon et peut-être un ou deux autres pays ou groupes de pays. En particulier existe une Europe politique plus présente, encore que jouant un rôle différent dans les deux scénarios.

Les deux scénarios alternatifs choisis ont été essentiellement différenciés par les relations qui s'établissent entre les pays du bassin méditerranéen, à savoir :

— pour le scénario alternatif de référence A-1, une conception « méditerranéenne » des relations entre riverains, les pays de la Communauté européenne et les autres pays de la Méditerranée, qu'ils soient fortement industrialisés ou en cours d'industrialisation, s'efforçant de constituer tous ensemble une zone de développement harmonieuse avec une ouverture optimale de leurs échanges et des flux migratoires convenus entre eux. Dans ce scénario alternatif de référence, les échanges méditerranéens sont

orientés en majeure partie Nord-Sud, la Communauté européenne ayant un certain rôle d'« entraînement » ;

— pour le scénario alternatif avec agrégation A-2, une conception plus « régionale » de ces relations, la coopération économique concernant préférentiellement des groupes de pays, par exemple les pays de la Communauté européenne élargie, les pays du Maghreb, l'Orient arabe, etc., avec ouverture maximale des échanges et des migrations au sein de ces groupes, mais maintien de certaines barrières entre ces mêmes groupes, des pays souhaitant se protéger partiellement des influences internationales. Dans ce scénario A-2, le rôle de la Communauté européenne est moins marqué et les pays riverains non membres de la Communauté européenne parviennent à se constituer en sous-ensembles relativement intégrés.

Les stratégies de développement dans les scénarios alternatifs peuvent être dites « autocentrées », ce terme étant ici

entendu comme la recherche d'une complémentarité entre le développement d'un secteur « moderne », inspiré par celui des sociétés industrialisées avancées, et le développement au sein des sociétés urbaines de petites et moyennes entreprises, formelles ou informelles. Cela est d'ailleurs plus facile dans le scénario A-2, l'agrégation permettant une meilleure planification et des marchés plus larges.

Dans les scénarios alternatifs, les politiques de l'environnement et de l'aménagement du territoire sont mieux internalisées dans la prise de décision et dans les plans de développement. Par exemple, la préférence est systématiquement donnée aux procédés de fabrication peu polluants, aux processus biologiques, aux méthodes économes en eau pour l'irrigation. L'approche est également beaucoup plus « systématique » que mécanique ou sectorielle, visant à une planification intégrée du développement et de l'environnement.

Rappelons préalablement que les scénarios du Plan Bleu ont étudié les impacts de la population et de l'urbanisation, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, du tourisme et des transports sur l'environnement méditerranéen (sols, eaux, forêts, littoral et mer). L'exercice de prospective n'avait pas pour objectif de préconiser des types de développement, mais de montrer l'influence que ceux-ci peuvent avoir sur l'environnement. Ces types de développement ont donc été définis à l'avance et marqués de façon importante par l'évolution démographique, par la nature des relations économiques internationales qui s'établissent entre les pays (notamment par les formes de coopération entre pays du Nord et pays du Sud, ou entre pays du Sud) et, à l'échelle nationale, par les contraintes d'espace et de ressources naturelles et les choix des stratégies développement/environnement des pays.

A côté du « scénario tendanciel de référence » du Plan Bleu (T-1), trois types de développement relativement différents ont été envisagés :

— Un développement à faible croissance économique (scénario tendanciel aggravé T-2). Dans le cas où l'évolution de l'économie mondiale se traduirait, pour la plupart des pays méditerranéens, par une croissance lente, les contraintes budgétaires pourraient rendre très difficiles les opérations d'entretien et les investissements nécessaires à la protection de

l'environnement. L'action réglementaire serait plus compliquée (car la situation des entreprises industrielles serait plus fragile) et moins efficace par suite de l'absence d'investissements nouveaux.

— Un *développement à croissance rapide*, mais insuffisamment soucieux de l'environnement (scénario tendanciel modéré T-3). Une telle croissance rapide pourrait entraîner pour l'environnement des dommages graves, voire irréversibles, à cause d'une forte pression sur les ressources et d'une adaptation difficile des actions de réparation des dommages causés.

— Un *développement équilibré, soucieux de l'environnement*. La conjonction de certains choix de stratégies nationales par, entre autres, des politiques de régulation de l'environnement a priori, et d'une coopération internationale poussée (Nord-Sud, avec une Europe plus affirmée, et Sud-Sud entre groupements régionaux) pourrait rendre compatibles croissance économique et sauvegarde de l'environnement méditerranéen. Cette situation correspond aux scénarios alternatifs du Plan Bleu et à l'objectif d'un *développement durable* (« scénario alternatif de référence » A-1 et « scénario alternatif avec agrégation » A-2).

Aux horizons 2000 et 2025 du Plan Bleu, les indicateurs économiques ont été très différents selon les divers types de développement. C'est ainsi que les PIB par tête passeraient pour les pays du Sud et de l'Est du bassin (du Maroc à la Turquie⁷, Libye non comprise à cause de sa situation particulière d'exportateur pétrolier) de la fourchette 620-1 050 dollars en 1985 aux fourchettes :

— 900 à 1 500 dollars par tête en 2025, en cas de croissance économique lente, correspondant sensiblement à une augmentation de 50 % en 40 ans ;

— 1 200 à 2 600 dollars par tête, en cas de croissance économique plus rapide, mais insuffisamment soucieuse des ressources et de l'environnement ;

— 2 000 à 3 500 dollars par tête en cas de croissance soutenue s'appuyant sur une gestion optimisée des ressources et de l'environnement, dans le cadre d'une active coopération internationale.

On s'est efforcé aussi de contraster les stratégies au regard de l'environnement par la combinaison spécifique de divers instruments de

régulation disponibles, tels que réglementation, incitations et/ou interventions directes, par une prise en compte plus ou moins intense et plus ou moins volontariste des divers aspects de la protection des milieux et des ressources, etc. Les scénarios alternatifs se distinguent, notamment, par *l'approche intégrée*, fondée sur la conviction qu'il est nécessaire d'agir sur toutes les ressources simultanément, à commencer par la « ressource humaine », en associant les populations aux mécanismes de décision et à leur mise en œuvre.

Le scénario T-2, tendanciel aggravé de faible croissance

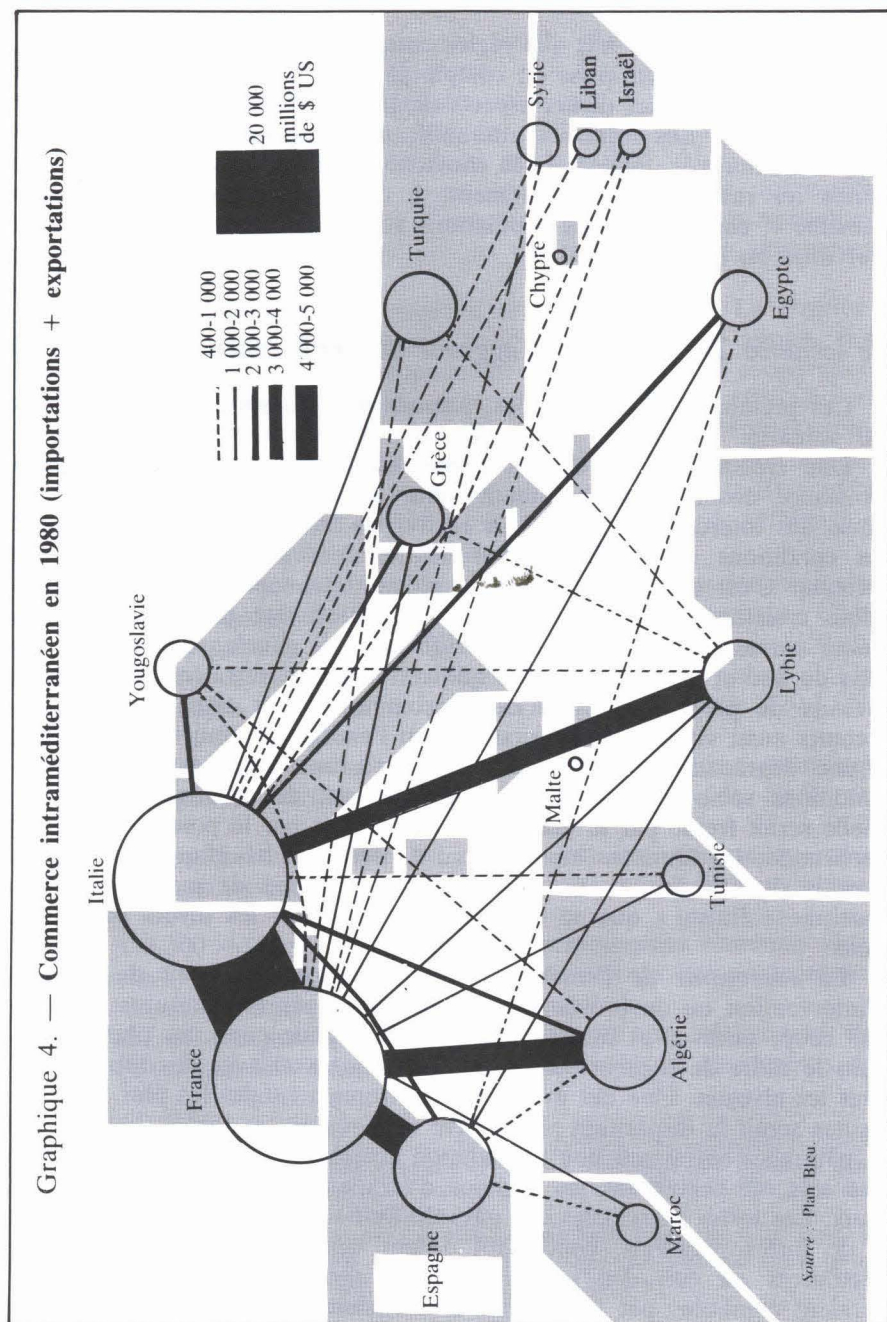
Ces prémisses étant rappelées, passons aux images obtenues scénario par scénario.

Une *croissance lente* de l'économie mondiale se traduirait par une croissance économique également lente à l'échelle méditerranéenne à cause des interdépendances de la région vis-à-vis des autres régions, et ces conditions de développement affecteraient pratiquement tous les secteurs. C'est ce que synthétise le scénario tendanciel aggravé T-2 de faible croissance économique. A la stagnation des pays du Nord du bassin correspondraient *d'énormes difficultés de développement* pour les pays du Sud et de l'Est, au point que certains pays verraient décroître les niveaux de production et/ou de consommation par tête dans certains secteurs aussi vitaux que l'agriculture ou l'énergie, ce qui correspondrait à une dégradation progressive plutôt qu'à une amélioration de leurs conditions socio-économiques. Le financement de la croissance industrielle serait freiné par le manque de moyens et par le poids d'une dette persistante. Le tourisme international ne serait ni bénéfique ni « sain », avec la dualité d'un tourisme de masse ayant peu de moyens et d'un tourisme « élitiste » que se disputeraient âprement les divers pays riverains.

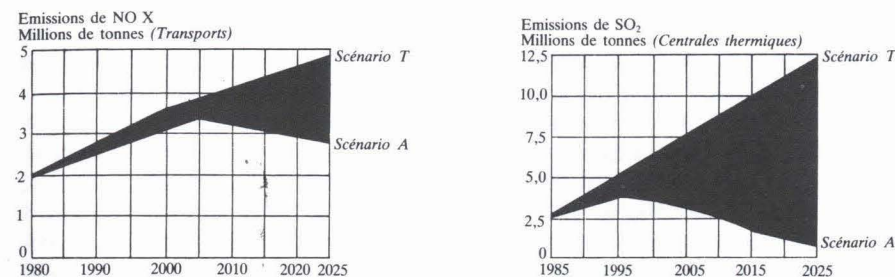
La *sauvegarde de l'environnement* bénéficierait de peu de moyens d'intervention ou de prévention, se traduisant par des mesures au coup par coup, tardives et insuffisantes, décidées pour parer au plus pressé, dans le cadre de réglementations mal appliquées et avec des réticences à tous les niveaux. Une des évolutions environnementales les plus préoccupantes serait la disparition progressive de nombreuses forêts (bois de feu et pâturage) entraînant une dégradation accélérée (et parfois irréversible) des sols, et perturbant les régimes d'écoulement et de régulation des eaux. Les terres marginales des pays du Sud et de l'Est seraient soumises à de fortes pressions, conduisant à leur dégradation (érosion), et les ressources en eau des grandes régions agricoles des pays du Nord seraient menacées par une pollution croissante (azote des engrais). Par

7. Les expressions « pays du Nord » et « pays du Sud et de l'Est » se retrouvent fréquemment dans l'étude. Elles n'impliquent évidemment pas une uniformité des situations dans chacun de ces deux groupes de pays, mais soulignent le fort contraste qui existe généralement entre les deux rives de la Méditerranée.

La Turquie se trouve souvent dans une situation intermédiaire entre ces deux groupes. Selon les problèmes considérés, elle sera tantôt incluse avec les pays du Nord (pour certains secteurs économiques en particulier), tantôt avec les pays du Sud et de l'Est (notamment pour la démographie et l'urbanisation).



Graphique 5. — Emissions de deux polluants atmosphériques en Méditerranée Projections 1985-2025



contre, certaines pressions, ainsi que la plupart des pollutions, seraient moindres que pour d'autres types de développement, à cause de la stagnation ou de la faible croissance des activités économiques. La population méditerranéenne atteindrait son niveau maximum, les classes en âge de travailler, très nombreuses, se heurtant à un insurmontable sous-emploi. L'urbanisation serait, elle aussi, maximum (en chiffres absolus) et quasi incontrôlable, les villes bénéficiant d'un minimum de services mal assurés et de conditions sanitaires préoccupantes.

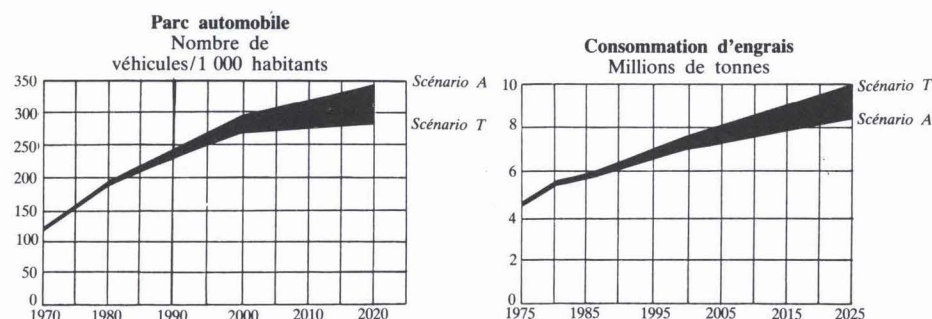
La règle du jeu des scénarios a conduit à poursuivre ce type de croissance du scénario T-2 jusqu'à la fin de la période, en 2025. Il est vraisemblable, sinon certain, que des ruptures, sociales ou géopolitiques, se produiraient bien avant la fin de la période — la dégradation de la situation s'accélérait après le tournant du siècle — et obligerait à infléchir les politiques et les comportements, c'est-à-dire à « changer de scénario ».

Le scénario T-3, tendanciel modéré de forte croissance

La reprise, dans les années 90, de la croissance économique à l'échelle mondiale et une meilleure coordination entre les grands partenaires économiques auraient un effet certain d'entraînement sur les économies des pays du bassin méditerranéen, selon le scénario tendanciel modéré T-3 de forte croissance économique. Les pays de la Communauté européenne, par exemple, gagneraient, en moyenne, de l'ordre d'un demi-point de croissance — ce qui est important sur une période de

quatre décennies — et influenceraient positivement le développement des autres pays du bassin. Dans les pays du Sud et de l'Est, les gains globaux de production seraient renforcés par une croissance moins vive des populations (totales ou urbaines) conduisant à des améliorations sensibles des indicateurs socio-économiques par tête, c'est-à-dire du bien-être économique et social. Les productivités et les rendements agricoles seraient pratiquement doublés d'ici à 2025, une partie des productions d'une agriculture fortement intensifiée étant orientée vers les grands marchés européens et internationaux, dans un climat général de croissance des échanges. Les industries des pays du Nord du bassin accroîtraient leur spécialisation dans les secteurs de pointe (matériaux spéciaux, chimie fine, informatique et automatismes, etc.), alors que les industries de base, de première transformation, de biens manufacturés et agro-alimentaires des pays du Sud et de l'Est connaîtraient un développement spectaculaire, au point de dépasser, après 2000, les niveaux de production des pays du Nord du bassin. L'intensification de l'agriculture elle-même induirait dans ces pays une forte demande industrielle : engrais, tracteurs, machines, etc. La croissance industrielle, l'intensification agricole, le développement dérivé des transports, les besoins de confort des populations, tout conduirait à une forte croissance des consommations d'énergie (supérieures d'environ 70 % au scénario précédent) et notamment de l'électricité. Toutes les sources d'énergie devraient être mobilisées dans le bassin méditerranéen autant qu'à l'échelle mondiale (charbon, pétrole, gaz naturel, uranium et, dans une moindre mesure, énergies renouvelables).

Graphique 6. — Evolution de la consommation de deux produits industriels



Bien que les moyens législatifs et financiers et les outils techniques d'intervention pour la sauvegarde de l'environnement et des milieux soient plus aisément disponibles, ce type de scénario s'est révélé paradoxalement *le plus dommageable* pour l'environnement méditerranéen et le plus générateur de pollutions, à cause du niveau élevé de toutes les activités économiques, et des retards à la mise en application de mesures qui, de toute façon, visent à combattre les effets de la pollution a posteriori plutôt qu'à la prévenir. Sans parler de « croissance sauvage » comme par le passé — ce que populations et gouvernements ne toléreraient plus — on peut qualifier ce type de croissance d'insuffisamment soucieux de l'environnement. Beaucoup d'effets se feront sans doute sentir après la fin de la période, mais certaines évolutions pourraient être assez rapides (forêts, sols, ressources en eau, littoral et étage infralittoral) et seraient quasi irréversibles. Les pressions sur le littoral seraient particulièrement graves et quasi impossibles à maîtriser, la plupart des activités s'y étant concentrées et y suscitant des conflits aigus d'utilisations (dont certaines sont mutuellement exclusives). Des ruptures économiques — à commencer peut-être par les approvisionnement en hydrocarbures — et plus encore d'irréversibles dégradations écologiques constitueraient les signes avant-coureurs de menaces plus lointaines, mais plus graves encore.

Ces deux scénarios extrêmes ont montré les difficultés du développement surtout pour les pays du Sud et de l'Est du bassin méditerranéen, dans un climat international de vive concurrence, que la croissance économique soit lente ou, au contraire, vigoureuse (avec ses effets pervers), difficultés liées à une attention ou faible ou insuffisante portée à l'environnement méditerranéen. En permettant une meilleure répartition des efforts et un partage des connaissances, des expériences et des pratiques et une organisation des marchés, la coopération internationale d'un monde plus multipolaire et plus équilibré et, plus précisément, une *coopération méditerranéenne*, Nord-Sud ou Sud-Sud, pourrait donner une impulsion nouvelle aux économies et aux sociétés. C'est ce que suggèrent les scénarios alternatifs.

Les scénarios alternatifs A-1 et A-2

Cette volonté de coopération, fondée sur la solidarité des pays riverains, permettrait une *forte croissance agricole* (triplement des productions) par accroissement des terres irriguées (doublement), de la consommation d'engrais et de la mécanisation (triplement pour l'ensemble du bassin), la production des pays du Sud et de l'Est étant orientée soit vers les marchés (européens, entre autres, dans le cas du scénario alternatif de

référence A-1 à forte coopération Nord-Sud), soit vers l'autosuffisance régionale (cas du scénario alternatif avec agrégation régionale Sud-Sud A-2). La croissance industrielle des pays du Sud et de l'Est du bassin serait forte et équilibrée pour les principales branches (à l'exception peut-être des industries d'équipement), incluant une composante d'exportation de produits manufacturés vers les pays du Nord du bassin, particulièrement marquée dans le cas d'une forte coopération Nord-Sud, ou davantage fondée sur les complémentarités régionales en cas de coopération prépondérante Sud-Sud. Comme pour les scénarios précédents (du type T-3), les fortes croissances industrielle, agricole, des transports, etc., induiraient des consommations élevées d'énergie, mais avec deux différences majeures : une plus grande attention serait donnée aux économies d'énergie, une préférence serait marquée pour certaines sources : très actif développement du gaz naturel, combustible propre, et développement croissant des énergies renouvelables, surtout en fin de période. Les relations Nord-Sud ou Sud-Sud, l'amélioration des revenus et des conditions de vie seraient favorables au tourisme, qui connaîtrait son plus fort développement (de l'ordre de 700 millions de touristes au total), avec une croissance vigoureuse du tourisme national.

En plus de la coopération internationale Nord-Sud ou Sud-Sud, favorable aux échanges d'expérience et de connaissances, les scénarios alternatifs se distinguent aussi par une approche complètement différente des problèmes d'environnement : internalisation des coûts de protection, prise en compte des facteurs environnementaux dans les mécanismes de prise de décision, moindre centralisation mais meilleure coordination, association des populations aux décisions et à la gestion, etc. Les forêts, les sols et les eaux ne seraient plus considérés comme trois milieux différents, objets d'actions plus ou moins indépendantes, mais comme des écosystèmes constituant une seule ressource, protégée et gérée comme telle. De même, le littoral ferait l'objet d'une *planification intégrée*, associant les trois niveaux de décision et de développement, local, régional et national.

L'intensification de l'agriculture se faisant avec la recherche de la meilleure efficacité d'utilisation des intrants, l'industrialisation recourant aux procédés les moins polluants, l'énergie privilégiant les sources les plus propres, le tourisme étant mieux réparti dans le temps et dans l'espace, l'urbanisation s'appuyant sur un réseau équilibré de villes petites et moyennes, l'emploi bénéficiant de la dynamique (favorisée) des petites et moyennes entreprises, les impacts sur les milieux et les ressources seraient minimisés (sans disparaître complètement, évidemment). Les pollutions d'origine tellurique et la dégradation physique et biologique du littoral méditerranéen seraient, elles aussi, minimisées, sinon arrêtées.

Les scénarios tendanciels se sont donc révélés des scénarios instables, soit par la dégradation croissante des conditions socio-économiques d'un certain nombre de pays (aggravant l'instabilité géopolitique du bassin méditerranéen), soit par la dégradation accélérée des milieux et des ressources, débouchant sur des catastrophes « naturelles », en fait largement aggravées par l'action anthropique : inondations, glissements de terrain, perte irréversible de sols, désertification, etc.

Seuls les scénarios « alternatifs » semblent pouvoir concilier la croissance économique et la sauvegarde de l'environnement méditerranéen à long terme, voire à très long terme, c'est-à-dire assurer un « développement durable ». Plus que dans les taux de croissance, les clés de tels scénarios résident en une plus forte coopération méditerranéenne, et en une gestion intégrée des milieux dans les processus du développement. Les scénarios de type A-1, à forte coopération Nord-Sud, permettraient sans doute un développement économique plus rapide pour les pays du Sud et de l'Est du bassin méditerranéen ; les scénarios de type A-2, à coopération Sud-Sud prépondérante, pourraient conduire à un meilleur équilibre. Une combinaison des deux, dans le temps, serait probablement la plus favorable.

Les horizons 2000 et 2025 du Plan Bleu, pourront paraître lointains aux spécialistes de la prévision économique. En fait, les « durées économiques » sont bien courtes par rapport aux « durées écologiques » des forêts, des sols ou des eaux, encore qu'il serait nécessaire de distinguer entre les longues durées de genèse et/ou de réhabilitation des milieux, et les durées de plus en plus courtes associées aux dégradations : d'ici à 2000, les sols perdus et les forêts décimées pourraient atteindre des niveaux catastrophiques.

Les conclusions des scénarios doivent être quelque peu différenciées selon que l'on considère la totalité de chaque pays, ses seules régions côtières méditerranéennes, ou la mer elle-même. Au niveau des pays et des régions côtières, la menace la plus préoccupante à moyen terme semble être l'incapacité à enrayer les progrès de l'érosion des sols ; leur protection passe par celle des forêts en amont. Au niveau des régions côtières et de la mer, la *priorité* devrait être donnée à la *protection du littoral*⁸, conçu comme l'étroite bande terrestre et maritime, où l'action directe ne peut être que locale et/ou nationale, mais où les menaces sur l'environnement sont les plus graves, même dans les scénarios les plus favorables.

Enfin, il apparaît qu'au-delà de l'an 2000, l'accroissement démographique changera jusqu'à la dimension même des problèmes pour la

8. Plus que sur la mer en général, c'est là que se joue l'avenir de l'environnement méditerranéen.

plupart des pays du Sud et de l'Est du bassin méditerranéen. Quel que soit le scénario, il faudrait augmenter impérativement les productions par une plus grande technicité fondée sur une meilleure connaissance scientifique et sociologique, en y associant étroitement les populations ; ou réduire fortement la croissance démographique ; et sans doute les deux.

En plus de susciter une véritable prise de conscience par tous les méditerranéens des enjeux de leur environnement, le défi des scénarios alternatifs de développement/environnement, n'est pas de fonder une « nouvelle » économie, mais d'établir une nouvelle rationalité de la prise de décision.

Le Plan Bleu est un exemple presque unique au monde de travail prospectif multinational. Porté par 17 États avec une grande continuité (8 ans), il n'est pas, à la différence de bien des travaux d'anticipation, un produit fini : c'est un exercice continu qui commence à être utilisé par les pays et qui donne lieu à échanges, à coopération, à interaction entre les planificateurs des pays riverains et l'équipe centrale réunie autour de Michel Grenon et Michel Batisse.

La conscience que les États — et les collectivités régionales et locales — ont de l'enjeu méditerranéen et de la fragilité des milieux a pu se ressourcer grâce à ce travail d'ensemble sur le bassin. L'enjeu n'est pas seulement la survie de la mer — moins menacée semble-t-il que la mer du Nord ou la Baltique — mais surtout le littoral, au sens large, de plus en plus encombré et fragilisé ; le Plan Bleu a permis de l'évaluer.

Dotés d'un tel instrument, les pays méditerranéens peuvent faire les choix qui s'imposent pour un développement plus respectueux de l'environnement. Mais, d'une part, on peut se demander si les autorités politiques auront le courage d'aller assez loin et si, d'autre part, les grandes clés — l'eau, les forêts, l'urbanisation, l'érosion, la suffisance agroalimentaire — pourront trouver une réponse en temps voulu⁹.

9. Une suite à cet article sur les actions que pourraient entreprendre les pays méditerranéens sera publié dans *Futuribles*, lors de la parution officielle du Plan Bleu.